



Au service du
GOUVERNEMENT,
au service des
CANADIENS.

ÉTATS FINANCIERS MINISTÉRIELS CONSOLIDÉS

(non audités)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2018-2019



Services publics et Approvisionnement Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2019 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers consolidés. Certains renseignements présentés dans les états financiers consolidés sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de SPAC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport sur les résultats ministériels de SPAC concordent avec ces états financiers consolidés.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de SPAC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2019 a été réalisée conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés dans l'annexe A.

Services publics et Approvisionnement Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

L'annexe fournit également des renseignements sur l'état de l'évaluation fondée sur le risque des contrôles sur les services communs fournis par le Ministère et qui ont une incidence sur les états financiers ministériels du bénéficiaire.

L'efficacité et le caractère du système de contrôle interne de SPAC sont examinés dans le cadre du travail effectué par le personnel de l'audit interne, qui procède à des audits périodiques des différents secteurs opérationnels de SPAC, et par le comité ministériel de vérification, qui surveille les responsabilités de la direction de maintenir des systèmes de contrôle adéquats et la qualité des rapports financiers, et qui recommande les états financiers au sous-ministre de SPAC.

Les états financiers consolidés de SPAC n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Original signé par

Bill Matthews

Sous-ministre

Original signé par

Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Dirigeant principal des finances

Gatineau, Canada

3 septembre 2019

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé de la situation financière (*non audité*)

Au 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018 Redressé (Note 17)
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (<i>note 4</i>)	1 106 227	1 121 449
Passifs environnementaux (<i>note 5</i>)	239 335	218 432
Indemnités de vacances et congés compensatoires	53 218	53 466
Autres passifs (<i>note 6</i>)	51 755	45 873
Biens saisis - Compte de fonds de roulement	9 474	8 578
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (<i>note 7</i>)	2 004 140	2 157 034
Obligation en vertu du partenariat public-privé (<i>note 8</i>)	131 655	133 931
Avantages incitatifs relatifs à des baux	59 290	47 095
Avantages sociaux futurs (<i>note 9</i>)	55 645	57 228
Total des passifs nets	3 710 739	3 843 086
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	770 061	794 886
Débiteurs et avances (<i>note 11</i>)	597 567	483 800
	1 367 628	1 278 686
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs (<i>note 11</i>)	(25 122)	(13 878)
	(25 122)	(13 878)
Total des actifs financiers nets	1 342 506	1 264 808
Dette nette ministérielle	2 368 233	2 578 278
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	2 849	3 110
Immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	7 931 521	7 357 399
Total des actifs non financiers	7 934 370	7 360 509
Situation financière nette ministérielle (<i>note 13</i>)	5 566 137	4 782 231

Passifs éventuels (*note 10*)

Obligations contractuelles et droits contractuels (*note 14*)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés

Original signé par

Bill Matthews

Sous-ministre

Original signé par

Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Dirigeant principal des finances

Gatineau, Canada

3 septembre 2019

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non auditée)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019 <i>Résultats prévus</i>	2019	2018 Redressé (Note 17)
CHARGES			
Biens et infrastructure	4 139 849	4 454 941	4 328 360
Paielements et comptabilité	371 867	670 428	552 139
Achat de biens et de services	375 070	433 878	423 962
Soutien à l'échelle du gouvernement	364 815	379 658	390 606
Services internes	276 765	312 229	325 207
Ombudsman de l'approvisionnement	4 323	4 579	4 067
Total des charges	5 532 689	6 255 713	6 024 341
REVENUS			
Ventes de biens et de produits d'information	1 577 830	1 568 908	1 559 548
Locations	628 359	793 698	811 044
Services de nature non réglementaire	527 469	526 964	497 756
Autres revenus	144 754	148 711	95 935
Services de nature réglementaire	147 121	143 204	147 018
Revenus - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	26 274	24 461	21 385
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(75 586)	(160 099)	(104 878)
Total des revenus	2 976 221	3 045 847	3 027 808
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 556 468	3 209 866	2 996 533
FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT ET TRANSFERTS			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		3 939 429	3 456 858
Variations des montants à recevoir du Trésor		(24 825)	145 626
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 15)		79 573	80 233
Transfert d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères (note 15)		(532)	(5 507)
Transfert des trop-payés en salaire (aux) des autres ministères		127	(23)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages		-	(26)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		(783 906)	(680 628)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice		4 782 231	4 101 603
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice (note 13)		5 566 137	4 782 231

Information sectorielle (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018 Redressé (Note 17)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(783 906)	(680 628)
<i>Variation due aux immobilisations corporelles</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	1 071 110	933 889
Acquisition d'immobilisations corporelles louées (<i>note 12</i>)	7 880	54 287
Amortissement des immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	(465 474)	(430 542)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	(15 613)	(19 379)
Reclassification des actifs en construction	(23 781)	40 422
Variation due aux immobilisations corporelles	574 122	578 677
<i>Variation due aux immobilisations non-corporelles</i>		
Variation due aux charges payées d'avance	(261)	(2 036)
Variation due aux immobilisations non-corporelles	(261)	(2 036)
Diminution nette de la dette nette ministérielle	(210 045)	(103 987)
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	2 578 278	2 682 265
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	2 368 233	2 578 278

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé des flux de trésorerie (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018 Redressé (Note 17)
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 209 866	2 996 533
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	(465 474)	(430 542)
Ajustements des immobilisations corporelles / Perte nette sur l'aliénation	(15 613)	(19 379)
Reclassification des actifs en construction	(23 781)	40 422
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 15)	(79 573)	(80 233)
Paielements de transition pour la mise en œuvre des paielements de salaires en arrérages	-	26
Variations de l'état consolidé de la situation financière :		
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	15 222	(143 671)
(Augmentation) du passif environnemental	(20 903)	(622)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	248	(3 165)
(Augmentation) des autres passifs	(5 882)	(605)
(Augmentation) des Biens saisis - Compte de fonds de roulement	(896)	(3 653)
(Augmentation) des avantages incitatifs relatifs à des baux	(12 195)	(9 466)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	1 583	(4 489)
Augmentation des débiteurs et avances	102 523	27 786
(Diminution) des charges payées d'avance	(261)	(2 036)
Transferts d'immobilisations corporelles aux (des) autres ministères (note 15)	532	5 507
Transfert de trop-payés de salaire aux (des) autres ministères	(127)	23
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	2 705 269	2 372 436
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 12)	1 071 110	933 889
Acquisition d'actifs en construction au titre d'immobilisations corporelles louées (note 12)	531	353
Gain sur la variation de l'obligation incluant les ajustements	16 341	81
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	1 087 982	934 323
Activités de financement		
Paielements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	143 902	148 041
Paielements sur l'obligation en vertu du partenariat public-privé	2 276	2 058
Encaisse utilisée pour les activités de financement	146 178	150 099
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	3 939 429	3 456 858

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. POUVOIRS ET OBJECTIFS

Le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a été constitué le 20 juin 1996, en vertu de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux*. Cette législation spécifie que TPSGC doit fournir des services communs, centraux et partagés aux autres ministères et organismes, permettant à ceux-ci d'assurer la prestation de leurs services et de leurs programmes à la population canadienne. Depuis novembre 2015, TPSGC opère sous le nom de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Les services de SPAC sont déployés par l'entremise des responsabilités essentielles suivantes :

- Biens et infrastructure : SPAC fournit aux employés fédéraux et aux parlementaires des locaux à bureaux, il construit, entretient et gère les propriétés du gouvernement fédéral et d'autres ouvrages publics comme des ponts et des barrages, et il fournit des services connexes aux organismes fédéraux;
- Paiements et comptabilité : SPAC perçoit des recettes, effectue des paiements, tient les comptes financiers du Canada, établit des rapports financiers et administre les services de paye et de pension pour le gouvernement du Canada;
- Achat de biens et de services : SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada;
- Soutien à l'échelle du gouvernement : SPAC fournit des outils et des services administratifs aux organisations fédérales pour les aider à offrir des programmes et des services aux Canadiens;
- Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation; et
- Ombudsman de l'approvisionnement : Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement est une entité indépendante des organisations fédérales. Il a reçu le mandat législatif d'examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales, d'examiner les plaintes des fournisseurs canadiens et d'offrir des services de règlement des différends.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux conventions comptables de SPAC énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

A. AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES

SPAC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à SPAC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État consolidé de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections «Charges» et «Revenus» de l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2018-2019. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section «Financement du gouvernement et transferts» de l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État consolidé de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2018-2019.

B. CONSOLIDATION

Ces états financiers consolidés incluent les comptes des quatre fonds renouvelables, énumérés ci-dessous, l'un d'eux étant inactif. Les trois fonds renouvelables actifs préparent annuellement un ensemble complet d'états financiers qui sont audités et publiés dans les Comptes publics du Canada. Les comptes de ces fonds renouvelables ont été consolidés avec ceux de SPAC, et toutes les opérations et tous les soldes intraministériels ont été éliminés.

Les fonds renouvelables de SPAC sont :

- Fonds renouvelable des Services immobiliers
- Fonds renouvelable du Bureau de la traduction
- Fonds renouvelable des Services optionnels
- Fonds renouvelable de la production de défense (inactif)

C. ENCAISSE NETTE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT

SPAC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le Receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par SPAC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par SPAC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement, à l'exception des montants détenus pour le compte du gouvernement, est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

D. MONTANT À RECEVOIR DU TRÉSOR

Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire en fin d'année entre le moment où une opération affecte les autorisations de SPAC et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que SPAC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

E. REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les services de nature réglementaire sont principalement composés de recouvrement de coûts pour des services administratifs en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP) et des services rendus aux autres ministères par le Receveur général pour l'émission de paiements. Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
- Les services de nature non réglementaire sont principalement composés de services spéciaux de logement et de services immobiliers, de gestion immobilière, de services de traduction ainsi que de services de transport des marchandises et du matériel et d'approvisionnement des voyages. Ces revenus sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les revenus gagnés pour le compte du gouvernement du Canada ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau et ne peuvent pas servir à acquitter les passifs de SPAC. Bien que l'on s'attende à ce que le sous-ministre de SPAC maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à être dépensés à nouveau. Par conséquent, ces revenus sont présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

F. CHARGES

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les charges de fonctionnement de SPAC sont comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services rendus. Ceci inclut les services fournis gratuitement tels que les cotisations aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés de travail, qui sont comptabilisés à titre de charges à leur coût estimatif. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires ainsi que les indemnités de départ sont passées à la charge au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.
- SPAC administre le Programme de paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) pour l'ensemble des ministères fédéraux en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, ces montants sont inscrits à titre de Subventions dans le Budget principal des dépenses. Le gouvernement du Canada paie volontairement sa juste part des dépenses d'administration locale desquelles il est exempté en versant les sommes nécessaires aux municipalités et aux autres autorités fiscales qui prélèvent des impôts fonciers aux endroits où se trouvent des terrains et immeubles fédéraux. Les versements effectués par SPAC au nom des ministères fédéraux participants sont recouverts auprès de ces derniers et sont comptabilisés à titre de paiements de transfert dans les Comptes publics du Canada.
- Les charges incluent des provisions au titre des changements dans la valeur des actifs. Cela comprend les provisions pour créances douteuses, les placements et avances ainsi que les passifs, y compris les passifs éventuels et les passifs environnementaux, dans la mesure où l'événement futur est susceptible de se produire et où une estimation raisonnable des répercussions peut être établie.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

G. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

i) **Prestations de retraite** : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de SPAC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de SPAC découlant du régime. La responsabilité de SPAC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

ii) **Indemnités de départ** : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont pas retiré leur indemnité est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

H. DÉBITEURS ET AVANCES

Les débiteurs et les avances sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

I. AVANTAGES INCITATIFS RELATIFS À DES BAUX

Les avantages incitatifs relatifs à des baux représentent des incitatifs reçus par SPAC afin de conclure un bail. Les avantages incitatifs peuvent comprendre : des périodes d'occupation gratuites, des montants en espèces à appliquer au paiement des loyers, des sommes forfaitaires, des améliorations locatives et des frais de déménagement déboursés par le bailleur. Les avantages incitatifs sont comptabilisés comme suit :

- Les périodes d'occupation gratuites ou les fortes réductions de loyer sont réparties de façon linéaire sur la durée du bail;
- Les paiements en espèces du bailleur au locataire sont comptabilisés, par le locataire, à titre de réduction des loyers sur la durée du bail;
- Les améliorations locatives sont amorties sur la durée restante du bail ou de la vie utile de l'amélioration, soit la moindre des deux.

J. PASSIFS ÉVENTUELS

Le passif éventuel est une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, on comptabilise un passif estimatif et une charge est comptabilisée. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

K. ACTIFS ÉVENTUELS

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

L. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX

Un passif environnemental pour l'assainissement des sites contaminés est comptabilisé lorsque tous les critères suivants sont satisfaits : il existe une norme environnementale, la contamination excède la norme environnementale, le gouvernement est directement responsable ou accepte la responsabilité, on prévoit renoncer aux avantages économiques futurs et il est possible de faire une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant nécessaire pour assainir les sites afin que ces derniers respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination. Lorsque les flux de trésorerie futurs nécessaires pour régler ou annuler le passif doivent s'étendre sur de longues périodes futures et sont estimables et prévisibles, il faut utiliser la technique de la valeur actualisée. Le taux d'actualisation utilisé reflète le coût d'emprunt du gouvernement et est associé au nombre estimatif d'années nécessaires pour achever l'assainissement.

Le passif comptabilisé est rajusté chaque année, au besoin, en fonction des rajustements de la valeur actuelle, de l'inflation, des nouvelles obligations, des variations des estimations de la direction et des coûts réels engagés.

S'il est impossible de déterminer la probabilité de la responsabilité du gouvernement, un passif éventuel est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

M. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, selon les seuils de capitalisation suivants :

- Les améliorations et les améliorations locatives apportées aux immeubles, aux travaux et aux infrastructures dont le coût initial est de 25 000 \$ ou plus;
- Toutes autres immobilisations corporelles ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus.

SPAC a modifié sa convention comptable au cours de l'exercice en adoptant l'approche par composante pour les bâtiments du ministère appartenant à l'État afin de remplacer l'approche de l'immobilisation globale, résultant en une modification de la charge d'amortissement (voir la note 18).

À partir d'avril 2018, les parties importantes d'un bâtiment appartenant à l'État sont comptabilisées comme des éléments distincts (composantes) avec chaque composante ayant leur propre durée de vie utile.

Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les œuvres d'art, les livres rares et les terres publiques auxquels il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition et qu'une estimation raisonnable des avantages futurs associés à ces biens ne peut être faite. Les œuvres d'art sont principalement composées de monuments, sculptures, statues, meubles, peintures, ruines et objets archéologiques.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. L'amortissement est constaté au niveau des composantes pour les bâtiments appartenant à l'État; les périodes d'amortissement présentées ci-après englobent celles qui s'appliquent aux composantes, le cas échéant, de l'ensemble d'une immobilisation.

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Bâtiments	25 à 100 ans *
Travaux et infrastructure	20 à 40 ans
Machines et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique et logiciels	1 à 10 ans
Véhicules	3 à 25 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration
Immobilisations corporelles louées	Selon la catégorie d'immobilisation si la propriété sera vraisemblablement cédée à SPAC; autrement, sur la durée du bail

* Les édifices patrimoniaux ont une durée de vie maximale de 125 ans.

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

N. BIENS SAISIS - COMPTE DE FONDS DE ROULEMENT

Le compte de fonds de roulement des biens saisis a été établi conformément à l'article 12 de la *Loi sur l'administration des biens saisis*. Les charges encourues et les avances effectuées pour maintenir et administrer les biens saisis ou bloqués, ainsi que les autres biens sujets à une ordonnance de prise en charge ou confisqués au profit de Sa Majesté, sont imputés à ce compte. Le compte du fonds de roulement des biens saisis est crédité lorsque les charges et les avances à des tiers sont remboursées ou recouvrées et lorsque les revenus provenant de ces biens ou les produits provenant de leur aliénation sont perçus et crédités de sommes saisies par confiscation.

Le montant total pouvant être en circulation ne peut dépasser 50 millions de dollars en aucun temps.

Tout déficit résultant de la différence entre le produit de l'aliénation de tout bien confisqué au profit de Sa Majesté et les montants qui avaient été imputés au compte et qui demeurent en circulation, est imputé au compte du produit de l'aliénation des biens saisis et crédité au compte du fonds de roulement des biens saisis.

O. INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

La préparation de ces états financiers consolidés exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des charges dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique de la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, les passifs éventuels, les passifs environnementaux, les débiteurs détenus pour le compte du gouvernement, les passifs à titre d'indemnités de vacances et de congés compensatoires, les passifs au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Les passifs environnementaux sont sujets à une incertitude relative à la mesure, tel que mentionné à la note 5, en raison de l'évolution constante des technologies utilisées dans les activités d'assainissement des sites contaminés, de l'utilisation d'une valeur actualisée des coûts estimés futurs et du fait que tous les sites n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète de l'étendue et de la nature des coûts d'assainissement. Des modifications apportées aux hypothèses sous-jacentes, à l'échéancier des dépenses et aux technologies utilisées, de même qu'aux normes environnementales ou à la réglementation, pourraient entraîner des changements considérables aux passifs environnementaux comptabilisés.

P. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i) Les services à recouvrement de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii) Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels consolidés à la valeur comptable.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES

SPAC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État consolidé de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de SPAC pour l'exercice diffèrent s'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

A. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE FONCTIONNEMENT NET ET DES AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DE L'EXERCICE EN COURS UTILISÉES.

	2019	2018 Redressé (Note 17)
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 209 866	2 996 533
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	(465 474)	(430 542)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	1 256	(10 070)
Reclassification des actifs en construction	(23 781)	40 422
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 15)	(79 573)	(80 233)
Recouvrements / Ajustements des charges des exercices antérieurs	37 599	51 956
Remboursement des dépenses de programmes	9 504	(1 253)
Différence temporelle entre les revenus gagnés et collectés	(1 073)	437
Revenus nets du compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	(362)	(7 417)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	248	(3 165)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	956	(3 985)
(Augmentation) du passif environnemental	(20 903)	(622)
(Augmentation) diminution des charges à payer qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(2 742)	19 404
Différence temporelle entre les paiements versés en remplacement d'impôts et les recouvrements	(3 231)	6 790
Autres	767	605
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(546 809)	(417 673)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 12)	1 071 110	933 889
Acquisition d'actifs en construction à titre d'immobilisations corporelles louées (note 12)	531	353
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	143 902	148 041
Paiements sur l'obligation en vertu du partenariat public-privé	2 276	2 058
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	-	26
Variation nette des charges payées d'avance et des avances	440	(1 260)
Variation des avantages incitatifs relatifs à des baux	(9 710)	(8 638)
Débiteurs reliés aux trop-payés de salaire	7 471	7 579
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	1 216 020	1 082 048
Autorisations budgétaires de l'exercice en cours utilisées	3 879 077	3 660 908

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES (suite)

B. AUTORISATIONS FOURNIES ET UTILISÉES

(en milliers de dollars)	2019	2018
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	2 677 703	2 382 568
Crédit 5 - Dépenses en capital	1 300 638	1 552 613
Montants législatifs :		
Fonds renouvelables	401 226	413 091
Autres	122 362	120 701
Autorisations fournies	4 501 929	4 468 973
Moins:		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(405 042)	(401 413)
Autorisations périmées	(217 810)	(406 652)
Autorisations budgétaires de l'exercice en cours utilisées	3 879 077	3 660 908
Loi sur l'administration des biens saisis	(896)	(3 652)
Caisses d'avance fixe	5 178	1 029
Autorisations non budgétaires de l'exercice en cours utilisées	4 282	(2 623)

4. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Le tableau ci-dessous présente les détails des créiteurs et des charges à payer de SPAC :

(en milliers de dollars)	2019	2018
Créiteurs - autres ministères et organismes	95 478	88 698
Créiteurs - parties externes	526 841	480 368
Total des créiteurs	622 319	569 066
Salaires et traitements courus	109 573	93 885
Charges à payer	298 229	355 982
Retenues de garantie d'entrepreneurs	76 106	102 516
Total des créiteurs et des charges à payer	1 106 227	1 121 449

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX

ASSAINISSEMENT DES SITES CONTAMINÉS

« L'Approche fédérale en matière de lieux contaminés » du gouvernement établit un cadre de gestion des sites contaminés en utilisant une approche fondée sur les risques. Selon cette démarche, le gouvernement a dressé l'inventaire des sites contaminés identifiés qui sont situés sur les terres fédérales qui ont été répertoriés, ce qui permet de les classer, de les gérer et de les enregistrer de manière cohérente. Cette démarche systématique aide à repérer les sites à haut risque afin d'affecter les ressources limitées aux sites qui présentent le risque le plus élevé pour la santé humaine et l'environnement.

Le Ministère a relevé un total de 193 sites (150 sites en 2018) qui pourraient être contaminés et devoir faire l'objet d'une évaluation, d'un assainissement et d'un suivi. Parmi ces derniers, SPAC en a évalué 77 sites (79 sites en 2018) pour lesquels des mesures sont possibles et pour lesquels un passif de 232 008 milliers de dollars (215 205 milliers de dollars en 2018) a été comptabilisé. Cette estimation du passif a été déterminée après la réalisation de l'évaluation des sites et se fonde sur un examen des résultats de l'évaluation des sites par des experts en environnement et sur les solutions possibles d'assainissement proposées.

De plus, un modèle statistique se fondant sur une projection du nombre de sites qui passeront à l'étape des travaux d'assainissement et sur lequel on applique les coûts courants et historiques est utilisé pour estimer le passif d'un groupe des sites non évalués. En conséquence, il existe 63 sites non évalués (22 sites en 2018) pour lesquels un passif estimé de 7 327 milliers de dollars (3 227 milliers de dollars en 2018) a été enregistré basé sur ce modèle.

La combinaison de ces deux estimations, totalisant 239 335 milliers de dollars (218 432 milliers de dollars en 2018), constitue la meilleure estimation de la direction concernant le coût nécessaire pour assainir les sites afin qu'ils respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination, en fonction de l'information connue à la date de préparation des états financiers.

Aucun passif n'a été comptabilisé pour les 53 sites restants (49 sites en 2018). Certains de ces sites sont à différents stades d'essais et d'évaluations et si l'assainissement est nécessaire, un passif sera comptabilisé dès qu'une estimation raisonnable pourra être déterminée.

Pour d'autres sites, SPAC ne prévoit pas renoncer à des avantages économiques futurs (il y a absence probable de toute incidence environnementale ou menace pour la santé humaine significative). Ces sites seront réexaminés et un passif pour assainissement sera comptabilisé si l'on prévoit renoncer à des avantages économiques futurs.

Le tableau suivant présente les montants totaux estimatifs de ce passif par nature et par source, les recouvrements connexes attendus et les dépenses futures totales non actualisées en date du 31 mars 2019 et du 31 mars 2018. Lorsque l'estimation du passif repose sur des besoins de trésorerie futurs, le montant est rajusté pour tenir compte de l'inflation à partir d'une prévision de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 2,2% (1,9% en 2018). L'inflation est prise en compte dans le montant non actualisé.

Le coût d'emprunt du gouvernement du Canada par rapport à la courbe des taux zéro coupon réel des obligations du gouvernement du Canada a été utilisé pour actualiser les dépenses futures estimatives. Les taux de mars 2019 vont de 1,68% pour un an à 2,02% pour un terme de 30 ans ou plus.

De plus, au cours de l'exercice, 29 sites (6 sites en 2018) ont été fermés, car ils ont été assainis ou évalués pour confirmer qu'ils ne répondent plus à tous les critères requis pour enregistrer un passif pour les sites contaminés.

Les efforts suivis de SPAC concernant l'évaluation des sites contaminés, les obligations au titre de la mise hors services des biens et les sites touchés par les munitions explosives non explosées (UXO) peuvent entraîner des éléments de passif environnemental supplémentaires.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX (suite)

(en milliers de dollars)

Nature et Source	La nature et la source du passif							
	2019				2018			
	Nombre de sites	Nombre de sites avec un passif	Passif estimé actualisé	Dépenses totales estimées non actualisées	Nombre de sites	Nombre de sites avec un passif	Passif estimé actualisé	Dépenses totales estimées non actualisées
Anciens sites d'exploration de minerais ⁽¹⁾	29	26	115 196	166 636	40	26	105 085	168 570
Sites militaires et anciens sites militaires ⁽²⁾	14	11	2 747	2 582	14	12	3 723	3 788
Pratiques relatives aux combustibles ⁽³⁾	8	3	13 479	13 987	8	5	9 636	10 063
Sites d'enfouissement des déchets ⁽⁴⁾	4	4	21 978	23 941	4	4	26 037	28 195
Actif de génie / Transport aérien et terrestre ⁽⁵⁾	111	85	72 047	69 757	47	36	59 104	59 964
Installations maritimes / Sites aquatiques ⁽⁶⁾	2	-	-	-	2	-	-	-
Parcs et aires protégées ⁽⁷⁾	1	2	868	78	1	3	1 287	78
Bureaux / sites commerciaux ou industriels ⁽⁸⁾	20	8	820	508	29	14	1 884	1 406
Autres ⁽⁹⁾	4	1	12 200	13 301	5	1	11 676	13 336
Total	193	140	239 335	290 790	150	101	218 432	285 400

1. Contamination associée à d'anciennes activités minières, p. ex. métaux lourds, hydrocarbures pétroliers, etc. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

2. Contamination associée aux opérations sur des sites militaires et anciens sites militaires où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, des sites d'élimination de déchets et l'utilisation de peinture contenant des métaux/biphényles polychlorés (BPC) sur les bâtiments ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p.ex. hydrocarbures pétroliers, BPC, métaux lourds. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

3. Contamination principalement associée au transport et stockage de carburant, p. ex. déversements accidentels liés à des réservoirs de stockage de carburant ou à d'anciennes pratiques de manipulation du carburant, p. ex. hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques et benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes (BTEX).

4. Contamination associée à d'anciens sites d'enfouissements de déchets ou à des écoulements de matériaux déposés dans un site d'enfouissement de déchets, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX et autres contaminants organiques, etc.

5. Contamination associée à l'exploitation d'actifs de génie tels qu'aéroports, chemins de fer et routes où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination de déchets, les installations de formations en lutte contre les incendies et les aires de stockage de produits chimiques ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX et autres contaminants organiques. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

6. Contamination associée à l'exploitation d'actifs maritimes, p. ex. installations portuaires, ports, systèmes de navigation, phares, stations hydrométriques, où des activités telles que le transport, le stockage de carburant et l'utilisation de peinture contenant des métaux (p. ex. sur les phares) ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques et autres contaminants organiques. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

7. Contamination associée à l'exploitation et l'entretien des parcs et des régions protégées où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination des déchets et l'utilisation de peinture contenant des métaux ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BPC et autres contaminants organiques. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

8. Contamination associée à l'exploitation d'installations de bureaux / sites commerciaux / industriels, où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination des déchets, l'utilisation de peinture contenant des métaux ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX, etc. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

9. Contamination par d'autres sources, p. ex. utilisation de pesticides, d'herbicides, d'engrais sur des sites agricoles; utilisation de BPC, les installations de formation en lutte contre les incendies, les champs de tir et les installations de formation, etc.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

6. AUTRES PASSIFS

BIENS SAISIS – ESPÈCES

Ce compte a été établi en vertu de la *Loi sur l'administration des biens saisis* afin d'inscrire les fonds en espèces saisis. Ces fonds seront déposés au Trésor et crédités au compte jusqu'à ce que ces fonds soient retournés au propriétaire ou confisqués.

DÉPÔTS DE GARANTIE D'ENTREPRENEURS - ESPÈCES

Ce compte a été établi afin d'inscrire les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux conformément au *Règlement sur les marchés de l'État*.

DÉPÔTS

Ce compte a été établi afin de présenter les transactions associées aux dépôts sur aliénations de SPAC, aux dépôts de sécurité et aux recettes des loyers pour de l'espace appartenant à SPAC.

Le tableau ci-dessous présente les détails des autres passifs :

<i>(en milliers de dollars)</i>	1 ^{er} avril 2018	Rentrées et crédits	Paiements et charges	31 mars 2019
Biens saisis - espèces	39 816	24 114	(19 925)	44 005
Dépôts de garantie d'entrepreneurs - espèces	5 817	2 932	(1 998)	6 751
Dépôts	240	1 144	(385)	999
Total	45 873	28 190	(22 308)	51 755

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. OBLIGATIONS AU TITRE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES LOUÉES

SPAC a conclu des contrats de location-acquisition des immobilisations corporelles dont la valeur totalise 2 363 347 milliers de dollars et dont l'amortissement cumulé s'élève à 1 014 288 milliers de dollars au 31 mars 2019 (2 534 272 milliers de dollars et 1 078 575 milliers de dollars respectivement au 31 mars 2018). L'obligation liée aux exercices à venir s'établit comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Total des versements minimaux futurs en vertu des contrats de location	Intérêts théoriques (taux moyen pondéré 5,6%; 5,7% en 2018)	2019	2018
Terrains	1 497	81	1 416	2 599
Bâtiments	2 985 682	982 958	2 002 724	2 154 435
Total	2 987 179	983 039	2 004 140	2 157 034

Le tableau suivant présente le détail des versements minimaux futurs en vertu des contrats de location-acquisition :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et ultérieurs	Total
Terrains	1 382	115	-	-	-	-	1 497
Bâtiments	236 353	216 945	207 644	204 479	204 919	1 915 342	2 985 682
Total	237 735	217 060	207 644	204 479	204 919	1 915 342	2 987 179

8. OBLIGATION EN VERTU DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

SPAC a conclu une entente de partenariat public-privé pour la construction et la gestion de l'immeuble de la division E de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC). La construction du bâtiment a été achevée en 2013 et le coût de 294 638 milliers de dollars a été capitalisé pendant cette même année. Le bâtiment a été financé par un partenaire privé (142 797 milliers de dollars) et SPAC (151 841 milliers de dollars). L'obligation liée aux exercices à venir s'établit comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Total des versements minimaux futurs	Intérêts théoriques (10,52%)	2019	2018
Bâtiment	292 578	160 923	131 655	133 931
Total	292 578	160 923	131 655	133 931

Le tableau suivant donne le détail des versements minimaux futurs :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et ultérieurs	Total
Bâtiment	15 624	15 624	15 624	15 624	15 624	214 458	292 578
Total	15 624	15 624	15 624	15 624	15 624	214 458	292 578

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

A. PRESTATIONS DE RETRAITE

Les employés de SPAC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec de manière à ce que les prestations de retraite combinées équivalent à un taux d'environ 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations de retraite sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que SPAC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2019 s'élève à 122 740 milliers de dollars (110 800 milliers de dollars en 2018). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois en 2018) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2018) les cotisations des employés.

La responsabilité de SPAC relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

B. INDEMNITÉS DE DÉPART

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés de SPAC étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2019, la quasi-totalité des règlements d'encaisse immédiate étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées, et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

L'obligation a varié comme suit au cours de l'exercice :

(en milliers de dollars)	2019	2018
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	57 228	52 739
Charge	5 377	10 452
Prestations versées pendant l'exercice	(6 960)	(5 963)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	55 645	57 228

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. PASSIFS ÉVENTUELS

Les éléments de passif éventuel surviennent dans le cours normal des activités, et leur dénouement est inconnu. SPAC est concerné par des passifs éventuels reliés aux réclamations et aux litiges.

RÉCLAMATIONS ET LITIGES

Des réclamations ont été faites auprès de SPAC dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. SPAC a enregistré une provision pour les réclamations et les litiges pour lesquels un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élevaient à 8 718 milliers de dollars (73 919 milliers de dollars en 2018) au 31 mars 2019.

11. DÉBITEURS ET AVANCES

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de SPAC :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018
Débiteurs - autres ministères et organismes	384 422	383 395
Débiteurs - parties externes	209 457	102 486
Avances	9 484	3 734
	603 363	489 615
Moins : Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(5 796)	(5 815)
Débiteurs et avances bruts	597 567	483 800
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(25 122)	(13 878)
Débiteurs et avances nets	572 445	469 922

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût				
	Solde d'ouverture Redressé (Note 17)	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Immobilisations					
Terrains	243 833	-	-	(1 273)	242 560
Bâtiments	5 674 277	-	1 388 303	(57 875)	7 004 705
Travaux et infrastructure	1 519 824	-	229 657	-	1 749 481
Machines et matériel	23 190	768	20 785	-	44 743
Matériel informatique et logiciels	741 575	-	49 607	-	791 182
Véhicules	8 732	501	29	-	9 262
Améliorations locatives	945 355	-	33 397	(2 928)	975 824
	9 156 786	1 269	1 721 778	(62 076)	10 817 757
Actifs en construction					
Bâtiments	1 861 056	1 023 411	(1 774 047)	-	1 110 420
Travaux et infrastructure	17 147	11 159	45 071	-	73 377
Matériel informatique et logiciels	27 209	22 000	(854)	-	48 355
Améliorations locatives	18 552	13 271	(28 006)	-	3 817
	1 923 964	1 069 841	(1 757 836)	-	1 235 969
Partenariat public-privé					
Bâtiment	294 638	-	-	-	294 638
	294 638	-	-	-	294 638
Immobilisations corporelles louées					
Terrains	32 201	-	-	-	32 201
Bâtiments	2 502 071	7 349	10 028	(188 302)	2 331 146
Actifs en construction	232	531	(231)	-	532
	2 534 504	7 880	9 797	(188 302)	2 363 879
Total	13 909 892	1 078 990	(26 261)	(250 378)	14 712 243

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2019	2018 Redressé (Note 17)
<i>(en milliers de dollars)</i>							
Immobilisations							
Terrains	-	-	-	-	-	242 560	243 833
Bâtiments	3 637 116	157 236	(16 864)	(53 038)	3 724 450	3 280 255	2 037 161
Travaux et infrastructure	677 263	60 691	15 913	-	753 867	995 614	842 561
Machines et matériel	11 093	1 201	186	-	12 480	32 263	12 097
Matériel informatique et logiciels	455 927	77 021	-	-	532 948	258 234	285 648
Véhicules	6 286	584	30	-	6 900	2 362	2 446
Améliorations locatives	642 608	45 230	(1 216)	(2 869)	683 753	292 071	302 747
	5 430 293	341 963	(1 951)	(55 907)	5 714 398	5 103 359	3 726 493
Actifs en construction							
Bâtiments						1 110 420	1 861 056
Travaux et infrastructure						73 377	17 147
Matériel informatique et logiciels						48 355	27 209
Améliorations locatives						3 817	18 552
						1 235 969	1 923 964
Partenariat public-privé							
Bâtiment	43 625	8 411	-	-	52 036	242 602	251 013
	43 625	8 411	-	-	52 036	242 602	251 013
Immobilisations corporelles louées							
Terrains	-	-	-	-	-	32 201	32 201
Bâtiments	1 078 575	115 100	-	(179 387)	1 014 288	1 316 858	1 423 496
Actifs en construction	-	-	-	-	-	532	232
	1 078 575	115 100	-	(179 387)	1 014 288	1 349 591	1 455 929
Total	6 552 493	465 474	(1 951)	(235 294)	6 780 722	7 931 521	7 357 399

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

13. SITUATION FINANCIÈRE NETTE MINISTÉRIELLE

Une partie de la situation financière nette de SPAC est réservée et affectée à des fins particulières.

Le Compte du produit de l'aliénation des biens saisis a été établi en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, pour enregistrer et affecter à des fins spécifiques le produit net de l'aliénation de biens saisis et confisqués au nom de Sa Majesté ou les amendes perçues ainsi que les fonds reçus de gouvernements étrangers conformément aux accords pour les fins de la Loi. La Loi stipule que les charges suivantes doivent être imputées contre les revenus : les charges de fonctionnement encourues dans l'application de la Loi, les fonds payés pour des réclamations et les remboursements d'avances du ministre des Finances, le prélèvement d'intérêts provenant du Compte de fonds de roulement des biens saisis ainsi que la distribution des produits de l'aliénation aux autorités en cause et au Trésor.

Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle. Voici les opérations portées au compte :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018 Redressé (Note 17)
Compte du produit de l'aliénation des biens saisis - fonds réservés, début de l'exercice	27 108	34 525
Revenus	24 461	21 385
Charges	(24 823)	(28 802)
	(362)	(7 417)
Compte du produit de l'aliénation des biens saisis - fonds réservés, fin de l'exercice	26 746	27 108
Fonds non réservés	5 539 391	4 755 123
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice	5 566 137	4 782 231

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS

A. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

De par leur nature, les activités de SPAC peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le ministère sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lorsque des biens ou des services seront reçus. Les principales obligations contractuelles (10 millions de dollars ou plus) pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite sont résumées ci-dessous :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et ultérieurs	Total
Immobilisations corporelles	213 604	73 353	31 372	-	-	-	318 329
Immobilisations corporelles locations-acquisitions ultérieures	1 632	3 265	3 265	3 265	3 265	50 608	65 300
Contrats de location-exploitation	347 296	361 327	314 208	264 697	203 373	640 195	2 131 096
Achats	3 068 907	2 748 161	2 330 086	198 055	166 960	1 876 556	10 388 725
Achats location-acquisition ultérieurs	1 173	2 363	2 399	2 435	2 471	43 402	54 243
Total	3 632 612	3 188 469	2 681 330	468 452	376 069	2 610 761	12 957 693

B. DROITS CONTRACTUELS

Les activités de SPAC comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des tiers qui donnent lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Il s'agit principalement de la location de biens. Le tableau suivant présente un sommaire des principaux droits contractuels (10 millions de dollars et plus) qui généreront des revenus au cours d'exercices futurs et pour lesquels on peut établir des estimations raisonnables :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et ultérieurs	Total
Location de biens	523	523	523	523	523	8 169	10 784
Total	523	523	523	523	523	8 169	10 784

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En vertu du principe de propriété commune, SPAC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés de la Couronne du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les principaux dirigeants ou leurs proches parents, ainsi que les entités contrôlées en tout ou en contrôle partagé par un membre des principaux dirigeants ou un membre de leurs proches parents.

A. SERVICES COMMUNS FOURNIS GRATUITEMENT PAR D'AUTRES MINISTÈRES

Au cours de l'exercice, SPAC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux services juridiques, cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et de l'indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle de SPAC :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires (excluant les fonds renouvelables) payées par le Conseil du Trésor	73 187	73 488
Services juridiques fournis par Justice Canada	4 862	4 884
Indemnisation des accidentés du travail fournie par Emploi et Développement social Canada	1 524	1 861
Total	79 573	80 233

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité, l'efficacité et l'économie de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général et les services d'infrastructure de technologie de l'information offerts par Services partagés Canada, ne sont pas inclus dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle de SPAC.

B. SERVICES COMMUNS FOURNIS GRATUITEMENT À D'AUTRES MINISTÈRES

En tant que fournisseur de services communs, SPAC fournit des installations à titre gratuit aux autres ministères. Tout au long de l'exercice financier, SPAC a fourni gratuitement à d'autres ministères gouvernementaux des locaux à bureaux et des installations d'une juste valeur totale de 1 503 034 milliers de dollars (1 432 835 milliers de dollars en 2018).

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

C. ADMINISTRATION DE PROGRAMMES POUR LE COMPTE D'AUTRES MINISTÈRES

Le gouvernement du Canada paie volontairement sa juste part des dépenses d'administration locale desquelles il est exempté en versant les sommes nécessaires aux municipalités et aux autres autorités fiscales qui prélèvent des impôts fonciers aux endroits où se trouvent des terrains et des immeubles fédéraux. En vertu de *la Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, qui est inscrite sous les Subventions dans le Budget principal des dépenses, SPAC administre le Programme de paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) au nom d'autres ministères. Au cours de l'exercice, SPAC a émis des paiements totalisant 562 678 milliers de dollars (575 815 milliers de dollars en 2018) au nom d'autres ministères participants. Les paiements ont ensuite été recouvrés auprès des ministères participants et ont été comptabilisés comme subventions législatives dans les Comptes publics du Canada. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers des autres ministères participants et ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers.

D. AUTRES TRANSACTIONS ENTRE APPARENTÉS AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

SPAC conclut des opérations avec d'autres ministères, organismes et sociétés d'État dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(en milliers de dollars)	2019	2018
Débiteurs - autres ministères, organismes et sociétés d'État	463 108	383 395
Créditeurs - autres ministères, organismes et sociétés d'État	102 327	88 698
Charges consolidées - autres ministères, organismes et sociétés d'État	639 310	554 137
Revenus consolidés - autres ministères, organismes et sociétés d'État	2 785 336	2 669 169

Les charges et les revenus inscrits ci-dessus n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits à la note 15A et 15B.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

E. TRANSFERTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES (AUX) DES AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Au cours de l'exercice, SPAC a transféré des améliorations locatives à la Chambre des communes et de l'équipement et des éléments de connectivité d'édifices au Service de protection parlementaire. SPAC a aussi transféré des bâtiments à Parcs Canada pour une valeur comptable nette de 1 dollar. SPAC a reçu, pour une valeur comptable nette de 1 dollar, matériel informatique de Statistiques Canada, matériel et outillage de l'Agence du revenu du Canada et un véhicule de Santé Canada. Les transferts ont été comptabilisés à la valeur comptable nette.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018
Transferts d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères et organismes		
Agriculture et Agroalimentaire Canada	-	5
Agence des services frontaliers du Canada	-	(7 212)
Patrimoine canadien	-	20
Pêches et des Océans Canada	-	(36)
Chambre des communes	(201)	(37)
Service de protection parlementaire	(331)	-
Total des transferts d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères et organismes	(532)	(7 260)
Transferts d'immobilisations corporelles d'une société d'État		
Commission de la capitale nationale	-	1 753
Total transferts d'immobilisations corporelles d'une société d'État	-	1 753
Total des transferts d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères, organismes et de sociétés d'État	(532)	(5 507)

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

16. INFORMATION SECTORIELLE

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur les responsabilités essentielles de SPAC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables.

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par responsabilité essentielle, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque secteur pour la période :

(en milliers de dollars)	Achat de biens et de services	Paiements et comptabilité	Biens et infrastructure	Soutien à l'échelle du gouvernement	Ombudsman de l'approvisionnement	Services internes	Transactions intraministérielles	2019	2018 Redressé (Note 17)
CHARGES									
<i>Charges de fonctionnement</i>									
Salaires et avantages sociaux	197 660	364 337	422 389	230 049	3 398	275 698	(3 654)	1 489 877	1 413 881
Locations	699	6 717	993 623	26 259	19	17 531	(42 017)	1 002 831	1 018 799
Services de réparation et d'entretien	20	929	1 009 374	2 503	2	5 311	(40 170)	977 969	998 525
Services professionnels et spéciaux	81 923	121 762	1 048 275	79 581	1 005	44 905	(422 968)	954 483	975 504
Terrains, bâtiments et ouvrages*	-	-	471 620	-	-	3	(70)	471 553	386 579
Amortissement des immobilisations corporelles	3	68 168	391 658	5 168	-	477	-	465 474	430 544
Services publics, fournitures et approvisionnements	161 287	3 149	80 500	715	13	1 637	(10 619)	236 682	227 832
Paiements versés en remplacement d'impôts	-	-	181 653	-	-	-	-	181 653	195 726
Machinerie et matériel*	285	20 957	74 355	4 273	4	21 383	(1 035)	120 222	88 929
Intérêts sur les paiements de l'obligation des contrats de location-acquisition	-	-	115 720	-	-	-	-	115 720	122 957
Transports et communications	14 325	31 955	22 747	4 178	46	7 775	(2 069)	78 957	72 171
Intérêts et frais bancaires	2	52 669	192	40	-	15	-	52 918	53 006
Autres dépenses	5 700	1 139	85 463	57 671	-	548	(119 667)	30 854	19 390
Charges - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	-	-	-	24 823	-	-	-	24 823	28 802
Reclassification des actifs en construction	-	-	23 781	-	-	-	-	23 781	(40 422)
Information	269	118	1 577	10 762	92	2 578	(829)	14 567	18 552
Intérêts relatifs aux paiements sur obligation en vertu du partenariat public-privé	-	-	13 349	-	-	-	-	13 349	13 566
Transactions intraministérielles	(28 295)	(1 472)	(481 335)	(66 364)	-	(65 632)	643 098	-	-
TOTAL DES CHARGES CONSOLIDÉES	433 878	670 428	4 454 941	379 658	4 579	312 229	-	6 255 713	6 024 341

* Ces charges sont principalement liées aux immobilisations corporelles qui sont inférieures au seuil de capitalisation de SPAC (note 2M).

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

16. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(en milliers de dollars)

	Achat de biens et de services	Paiements et comptabilité	Biens et infrastructure	Soutien à l'échelle du gouvernement	Ombudsman de l'approvisionnement	Services internes	Transactions intraministérielles	2019	2018 Redressé (Note 17)
REVENUS									
Ventes de biens et de produits d'information	221	-	1 740 040	2 361	-	-	(173 714)	1 568 908	1 559 548
Locations	-	-	816 907	-	-	12	(23 221)	793 698	811 044
Services de nature non réglementaire	269 018	922	70 408	295 772	-	67 956	(177 112)	526 964	497 756
Autres revenus	9 401	24 737	340 865	25 772	-	15 541	(267 605)	148 711	95 935
Services de nature réglementaire	-	134 051	10 465	-	-	134	(1 446)	143 204	147 018
Revenus - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	-	-	-	24 461	-	-	-	24 461	21 385
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(9 411)	(26 260)	(92 647)	(18 712)	-	(13 069)	-	(160 099)	(104 878)
Transactions intraministérielles	(28 295)	(1 472)	(481 335)	(66 364)	-	(65 632)	643 098	-	-
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	240 934	131 978	2 404 703	263 290	-	4 942	-	3 045 847	3 027 808
COÛT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	192 944	538 450	2 050 238	116 368	4 579	307 287	-	3 209 866	2 996 533

Les services de nature non réglementaire comprennent principalement les services spéciaux de gestion des locaux et des biens immobiliers, les services de gestion de projets immobiliers, les services de traduction, les services de transport de marchandises et de matériel et les services d'approvisionnement en voyage.

Les services de nature réglementaire comprennent principalement les activités de recouvrement de coûts liées à l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP)* et les services de traitement des paiements liés aux fonctions du Receveur général.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

17. AJUSTEMENTS AUX RÉSULTATS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

En 2018-2019, le Ministère a procédé à un examen en lien avec ses immobilisations corporelles. À la suite de cet examen, le Ministère a déterminé des immobilisations corporelles qui n'étaient pas comptabilisées conformément à la politique comptable du Ministère pour les immobilisations corporelles. Cette modification a été appliquée rétroactivement et l'information comparative pour 2017-2018 a été redressée. L'effet de cet ajustement est présenté dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars)	2018 Avant ajustement	Effet de l'ajustement	2018 Redressé
État consolidé de la situation financière			
Immobilisations corporelles (note 12)	6 978 122	379 277	7 357 399
Total des actifs non financiers	6 981 232	379 277	7 360 509
Situation financière nette ministérielle (note 13)	4 402 954	379 277	4 782 231
État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle			
Total des charges	6 295 707	(271 366)	6 024 341
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 267 899	(271 366)	2 996 533
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(409 262)	(271 366)	(680 628)
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice	3 993 692	107 911	4 101 603
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice (note 13)	4 402 954	379 277	4 782 231
État consolidé de la variation de la dette nette ministérielle			
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(409 262)	(271 366)	(680 628)
Acquisition d'immobilisations corporelles	662 523	271 366	933 889
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	307 311	271 366	578 677
État consolidé des flux de trésorerie			
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 267 899	(271 366)	2 996 533
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	2 643 802	(271 366)	2 372 436
Acquisition d'immobilisations corporelles	662 523	271 366	933 889
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	662 957	271 366	934 323

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

18. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

Au cours de l'exercice financier, SPAC a adopté une nouvelle convention comptable:

- Mise en œuvre de l'approche par composante pour les bâtiments du ministère appartenant à l'État

Dans les exercices précédents, un bâtiment appartenant à l'État était comptabilisé comme un bien unique selon l'approche de l'immobilisation globale. À partir d'avril 2018, SPAC utilise l'approche par composante pour les bâtiments du ministère appartenant à l'État. Selon cette approche, les différentes composantes sont capitalisées et amorties individuellement.

SPAC a adopté l'approche par composante afin de mieux refléter la charge d'amortissement et d'être plus fidèle à la fonctionnalité de l'actif, en fournissant une valeur comptable nette plus fiable tout au long de la durée de vie de l'actif.

Cette modification a été appliquée de manière prospective dans les états financiers consolidés du ministère.

L'effet de cette modification sur la charge d'amortissement réelle et prévue de l'exercice en cours et des exercices ultérieurs est respectivement, comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et ultérieurs	Total
Augmentation (diminution) de la charge d'amortissement	41 792	35 445	20 161	12 005	1 513	(110 916)	-
Total	41 792	35 445	20 161	12 005	1 513	(110 916)	-

19. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 29 mai 2019, SPAC a conclu une entente de partenariat public-privé avec un consortium d'une durée de 36 ans et d'une valeur de 2 953 723 milliers de dollars pour le remplacement et l'exploitation de services de chauffage et de refroidissement d'édifices gouvernementaux dans la région de la capitale nationale.

20. CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.